

SÉNÉGAL

Le PASTEF doit assurer pleinement son rôle historique

Dans un texte intitulé « *Pour préparer la rupture avec le néocolonialisme, PASTEF doit redevenir l'organisateur collectif du peuple!* », Fodé Roland Diagne militant anticolonialiste et anti impérialiste, ouvre le débat à l'aube de la tenue du congrès du PASTEF, parti présidentiel. Cette réflexion politique sur la nécessaire souveraineté des peuples indépendants nous semble utile à partager sur notre site.

« Constats urgents : Lenteurs de la justice sur les crimes de sang, les crimes financiers et les passifs sociaux hérités de l'ex-pouvoir néocolonial, confrontation avec l'habitus néocolonial dans l'administration et l'ensemble de l'État, double jeu du FMI/BM sur la dette et la baisse des notations, agitation fébrile de l'opposition milliardaire profiteuse de la mal-gouvernance libérale néocoloniale, acharnement des médias néocoloniaux, persistance de la vie chère, du sous-emploi et des inondations, rester dans l'UEMOA/CEDEAO néocoloniales, etc.

Réponses urgentes : Audits et rapports révélateurs de la « dette cachée », du pillage systématique des finances publiques et du foncier, suppression des exemptions fiscales néocoloniales et paiements des impôts dus, plan de redressement, remaniement du gouvernement, voyages gouvernementaux multiples à la recherche d'investissements, appel aux diasporas, solidarité avec l'AES, etc.

Sans être plus exhaustif, telles sont les difficultés urgentes et les réponses urgentes de l'actuelle gouvernance de transition souverainiste de Diomaye/Sonko.

Ayant obtenu la confiance du peuple par l'engagement de rupture avec le système néocolonial, le pouvoir souverainiste découvre que le pillage des finances publiques par les libéraux de l'APR/BBY a fait dégringoler le pays au « quatrième sous-sol » dans le gouffre de la faillite néocoloniale.

On comprend que cette situation impose le réalisme d'une période de redressement dans le cadre de la transition pour éviter l'étouffement intérieur et extérieur qu'espère l'opposition néocoloniale libérale dans l'optique d'empêcher le jet à terme des bases économiques et stratégiques de la rupture souveraine avec la domination impérialiste.

Le remaniement ministériel indique une option nette de répondre à la demande sociale forte, de reddition des comptes des crimes de sang et financiers de la dictature APR/BBY, qui, de 2021 à 2024, a imposé au pays un État répressif hors la loi. Ce que la manifestation des victimes est venue rappeler avec force.

Pour démasquer le double jeu du FMI/BM et des agences de notation, des mouvements panafricains anti-impérialistes ont lancé une campagne pour un « audit citoyen populaire de la dette ». Ce qui va dans le sens de faire de la « dette » une affaire du peuple pour desserrer les lames tranchantes de la cisaille dans laquelle les « clubs de Paris, de Londres » veulent enserrer le gouvernement souverainiste.

Pour isoler les criminels sionistes auteurs du génocide et de l'épuration ethnoreligieuse en cours du peuple martyr et héroïque de Palestine, les mouvements de solidarité ne cessent d'organiser des manifestations pour réclamer la rupture des relations diplomatiques avec l'État israélien.

Pour contrer les provocations médiatiques de l'opposition milliardaire voleuse, des députés et militants de PASTEF exercent leur devoir de vigie du Jub, Jubal, Jubanti et d'information, d'interpellation et de proposition au gouvernement souverainiste.

Toutefois, force est de constater l'inquiétante absence du PASTEF en tant que parti dans tous les appels à la mobilisation populaire :

- la manifestation des victimes des crimes de sang de l'APR/BBY – la campagne de l'audit citoyen de la dette – la manifestation de solidarité avec le peuple de Palestine pour une rupture des relations diplomatiques avec l'État génocidaire d'Israël -

Le gouvernement s'occupe de la transition alors que le parti, tout en expliquant au peuple, doit le préparer à l'après transition. Considérer que l'action gouvernementale se suffit à elle-même est une terrible erreur parce que le parti, PASTEF, doit absolument être le lien indissoluble entre le gouvernement et le peuple pour que ce dernier puisse devenir le rempart qui garantisse la rupture à venir avec la domination néocoloniale de l'impérialisme. Ce que l'impérialisme n'acceptera jamais. Seul le peuple mobilisé et déterminé a la force d'imposer le rapport de forces nécessaires pour vaincre l'adversité inévitable de l'impérialisme et de ses suppôts néocoloniaux. Et seul le parti est à même d'assurer par son travail militant collectivement organisé la liaison avec les masses.

Tirons les leçons des leaders individualisés, une fois éliminés tout s'effondre. C'est une des différences entre les expériences africaines et asiatiques. En Afrique la première phase de la libération nationale et panafricaine a eu des leaders penseurs et acteurs de la révolution indépendantiste, mais les organisations révolutionnaires n'ont pas pu féconder de nombreux dirigeants suffisamment formés et unis sur le plan idéologique et politique pour poursuivre en toute circonstance la lutte jusqu'à la victoire. Retenons ce point sans oublier la dimension de la place et du rôle des classes sociales impliquées dans le processus de libération nationale (nous y reviendrons ultérieurement).

L'œuvre que nous voulons accomplir est la libération nationale du Sénégal dans la perspective de la libération de l'Afrique. Gagner l'élection présidentielle et législative puis prochainement les locales ne sont que des moyens pour aller vers la réalisation de cet objectif libérateur.

PASTEF en tant que parti, donc élaborateur, propagandiste et organisateur collectif doit se conformer à cette position de son président, O. Sonko, selon laquelle « Dans tous les États du monde, c'est le parti-Etat qui existe. On gouverne avec ceux qui soutiennent et qui croient au projet, ce sont eux qui peuvent accompagner la démarche » (PM Ousmane Sonko).

Alors, allons résolument vers le 1^{er} congrès du parti pour que PASTEF redevienne le corps vivant combatif qu'il a été pour vaincre l'État néocolonial hors la loi APR/BBY, pour préparer le passage de la transition à la rupture souverainiste. »